



LES ECHOS DE LA CITE



Bulletin mensuel d'information du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA • No 15 • Mars - Avril 2013

UN FORUM D'APPUI POUR SOUTENIR LA LUTTE CONTRE LA LRA

La troisième réunion ministérielle du Mécanisme conjoint de coordination (MCC) de l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur (ICR-LRA) a eu lieu le 24 avril à Addis-Abeba (Ethiopie). Cette rencontre, qui a été précédée par une réunion des experts et des chefs d'Etat major des pays affectés (à l'exception de la République centrafricaine/RCA), a permis de faire le point de la situation à la lumière des soubresauts politiques en RCA. L'Union africaine (UA) a indiqué que les éléments de la Force régionale d'intervention chargés de lutter contre la LRA continueront leurs opérations dans ce pays. Dans ce contexte, les ministres de la Défense ont proposé l'envoi d'une mission conjointe UA/ONU sur le terrain pour une clarification avec les nouvelles autorités de Bangui.

La 3^e réunion du MCC a été suivie par un Forum d'appui destiné à mobiliser les ressources financières et logistiques nécessaires, entre autres, au renforcement des capacités opérationnelles de la Force régionale d'intervention. Les partenaires traditionnels, dont l'Union européenne et les USA, ont réaffirmé leur volonté de continuer à accompagner ce processus. Ils ont par ailleurs plaidé en faveur d'un Forum de soutien plus large conjointement organisé par l'UA et l'ONU. Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOCA, M. Abou Moussa, a favorablement accueilli cette proposition qui, selon plusieurs observateurs, contribuera à renforcer les relations de partenariat entre les deux institutions.

En marge du Forum et de la réunion du MCC, M. Abou Moussa a eu des séances de travail avec son collègue Muburi-Muita, Représentant spécial et Chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'UA (UNOAU) ainsi qu'avec M. El-Ghassim Wane, Directeur du Département Paix et Sécurité de l'UA.

Mme Hilde Johnson, Représentante spéciale et Chef du Bureau des Nations Unies au Soudan du Sud (UNMISS) a également pris part aux travaux d'Addis-Abeba, qui survenaient un peu moins d'un mois après une mission conjointe UA/ONU au Soudan du Sud, en RD Congo et en Ouganda. Au cours de cette mission, le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA était accompagné par le Conseiller militaire et le Responsable de l'Information publique. Les détails de ce événement sont fournis dans un dossier spécial dans les pages suivantes (2-4).

SOMMAIRE



KOICHIRO MATSUURA : L'ANCIEN DG DE L'UNESCO DECORTIQUE
LES RELATIONS ENTRE LE JAPON ET L'AFRIQUE . Page 10



8 MARS 2013 : UNOCA AU FEMININ - Page 12



CERTIFICAT DE RECONNAISSANCE POUR LE DEPART DE
DANIEL BERUBE ET DE SEBASTIEN PAREKKATIL- Page 11

LRA : l'ONU et l'UA plaident pour une plus grande mobilisation



Le ministre congolais des Affaires étrangères (à gauche, au milieu) a été attentif au plaidoyer des délégations de l'UA et de l'ONU

Le plaidoyer pour une plus grande mobilisation et pour une attention soutenue dans la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) a dominé la mission conjointe ONU/Union africaine (UA) qui a séjourné à Juba du 27 au 29 mars puis à Kinshasa, du 30 mars au 2 avril. L'Envoyé spécial de l'UA pour la LRA, M. Francisco Madeira, et le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. Abou Moussa, ont clairement indiqué qu'il était temps de renforcer les capacités opérationnelles de la Force régionale d'intervention (FRI) de l'UA chargée de « l'élimination » de la LRA, considérée comme « un groupe terroriste ». Ils ont manifesté leur impatience, en rappelant que 3350 soldats issus des quatre pays affectés sont déjà présents dans les théâtres d'opérations à Obo (République Centrafricaine/RCA), à Dungu (République démocratique du Congo/RDC) et à Nzara (Soudan du Sud).

« Il faut leur donner les moyens d'organiser des patrouilles et, éventuellement, d'intervention rapide. Cela est nécessaire non seulement pour rassurer les populations qui vivent dans la peur et l'insécurité, mais aussi pour envisager un développement durable », résume M. Abou Moussa. Lors d'un entretien le 2 avril avec le ministre congolais des Affaires étrangères (M. Raymond Tshibanda) puis avec le Vice-premier ministre chargé de la Défense nationale et des Anciens combattants (M. Alexandre Luba Ntambo), l'Envoyé spécial de l'UA pour la LRA et le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale ont notamment insisté sur la nécessité de trouver urgemment des réponses aux difficultés administratives, logistiques et matérielles auxquelles les forces concernées sont confrontées. Il s'agit, entre autres, de régler l'épineux problème de leur mobilité en mettant à leur disposition des moyens de transport aérien et terrestre. La dotation en équipements de communication constitue également une des priorités du moment, compte tenu de la configuration des troupes et de leur répartition géographique (quatre secteurs installés dans trois pays différents). « Nous ne négligeons pas les questions liées aux conditions de vie des éléments déployés. C'est un aspect important pour leur dignité et pour la réalisation efficace de leur mission », précise M. Francisco Madeira, rappelant que même si la Force opère sous le couvert de l'Union africaine, il revient à chaque pays fournisseur de troupes d'assurer la prise en charge de son contingent.

« Ils sont prêts et très motivés pour poursuivre les opérations », rassurent MM. Madeira et Moussa, après avoir rendu visite, le 28 mars à Nzara, aux soldats de la SPLA (*Sudan People's Liberation Army*, Armée populaire de libération du Soudan) et de l'UPDF (*Uganda People's Defence Force*, Forces de défense du peuple ougandais). « Nous avons également rencontré les conseillers militaires américains. Nous saluons les bonnes relations professionnelles qu'ils entretiennent avec les éléments de la FRI dans le cadre de la lutte contre la LRA », ajoutent-ils, insistant sur le fait que le renforcement du dispositif de renseignement constitue une des clés de la réussite du combat contre la LRA, un dossier qui occupe une place centrale dans l'agenda des Nations Unies.

Ces défis avaient été également portés à la connaissance du Vice-président du Soudan du Sud, M. Riek Machar, lors d'un entretien le 28



Consultations avec le Vice-président sud soudanais



Réunion à l'ambassade des Etats-Unis au Soudan du Sud

mars à Juba. Les mêmes préoccupations ont aussi meublé leurs échanges avec le ministre délégué à la Défense et son collègue des Affaires étrangères, ainsi qu'avec les responsables de l'Union européenne, de l'Ambassade des USA, de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (UNMISS), de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) et du groupe des ambassadeurs africains accrédités en RDC.

LUTTE CONTRE L'ARMÉE DE RESISTANCE DU SEIGNEUR

Les troupes ougandaises de la Force régionale d'intervention continueront à jouer leur rôle



Nzara, 28 mars 2013 - Des défenses d'éléphants saisies par l'UPDF et provenant des victimes ayant fait defection donnent des indications sur l'une des sources de financement de la LRA.

Les 2000 soldats ougandais mis à la disposition de la Force régionale d'intervention (FRI) de l'Union africaine (UA) chargée de « l'élimination » de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) continueront à jouer leur rôle dans cette initiative, y compris celles opérant en République Centrafricaine (RCA) où elles travaillent en coopération avec les forces nationales pour traquer les éléments du groupe armé dirigé par Joseph Kony. C'est l'une des principales conclusions d'une réunion qui a eu lieu à Kampala le 3 avril entre l'UA, l'ONU et les autorités ougandaises - représentées par le ministre des Affaires étrangères, M. Sam Kutesa, et son collègue de la Défense, M. Crispus Kiyonga (Voir photo ci-dessous). « Le changement brutal de régime en RCA a provoqué une confusion dans les esprits. Je tiens à rassurer l'opinion nationale et internationale que cela n'a pour l'instant aucune incidence sur les engagements et la détermination des autorités ougandaises d'accompagner le combat contre la LRA », affirme M. Francisco Madeira, Envoyé spécial de l'UA

pour la LRA.

« Il n'y a aucune raison d'envisager une quelconque suspension de la participation de l'UPDF (Uganda People's Defence Force, Forces de défense du peuple ougandais) ou même celle des autres troupes déjà en place. Il faut rappeler qu'il s'agit d'une Force autorisée par l'Union africaine sur la base d'une décision des Etats souverains concernés », explique M. Madeira.

Eviter tout relâchement

« Les Nations Unies sont très attentives à l'évolution de cette situation, compte tenu de l'impact négatif des activités de la LRA non seulement sur la paix et la sécurité régionale, mais aussi de ses conséquences humanitaires insupportables », souligne M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale. La stratégie ré-

gionale de lutte contre la LRA développée par l'ONU avec ses partenaires prend en considération tous ces aspects.

« Nous encourageons toutes les parties prenantes à soutenir la mise en œuvre de cette stratégie, dont l'un des volets est relatif à l'appui à l'opérationnalisation de l'Initiative de l'Union africaine contre la LRA et, en particulier, sa composante militaire, la Force régionale d'intervention », précise M. Abou Moussa. « Nous ne devons pas donner la moindre occasion à Joseph Kony et ses éléments de croire qu'il y a un relâchement et qu'ils peuvent continuer à commettre des exactions sur les populations en toute impunité », ajoute le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, appréciant la forte attention que cette question continue d'avoir auprès des partenaires.

Dans ce contexte, la séance de travail de MM. Abou Moussa et Francisco Madeira avec l'ambassadeur des USA en Ouganda (M. Scott DeLisi) le 4 avril, a permis d'avoir la confirmation du maintien des conseillers militaires américains déployés dans la région fin 2011 pour soutenir les efforts en cours dans la lutte contre la LRA. Récemment, le gouvernement américain a également promis 5 millions de dollars de récompense pour toute information qui permettrait l'arrestation du chef rebelle Joseph Kony ainsi que ses principaux commandants, Okot Odhiambo et Dominic Ongwen. Ils sont du reste recherchés par la Cour pénale internationale pour, entre autres, crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

« Nous attendons impatiemment la fin des moments horribles que vivent les citoyens des pays affectés. N'oublions pas qu'en dehors de nombreux morts occasionnés par les atrocités de la LRA, on estime à plus de 440 000 personnes le nombre de réfugiés et déplacés obligés de quitter leurs familles pour échapper aux brutalités de ce groupe armé », concluent MM. Abou Moussa et Francisco Madeira. La mission conjointe qu'ils ont conduite du 27 mars au 4 avril au Soudan du Sud, en RDC et en Ouganda, a permis d'intensifier la sensibilisation sur cette situation et d'être davantage édifiés sur la ferme volonté des autorités compétentes et des partenaires de continuer à faire de la lutte contre la LRA, une de leurs principales priorités.



LRA : LA MISSION AU SOUDAN DU SUD, EN RD CONGO ET EN OUGANDA EN IMAGES



Accueil des délégations par le contingent sud soudanais à Nzara



Visite de l'infirmerie des troupes ougandaises présentes à Nzara



Nzara, 28 mars : séance de travail avec les conseillers militaires américains



Réunion avec le Vice-Premier ministre congolais chargé de la Défense



Kinshasa : rencontre avec le groupe des ambassadeurs africains en RDC...



RDC : les ambassadeurs de l'Union européenne étaient mobilisés

LUTTE CONTRE LE TERRORISME :**Le Chef de l'UNOCA souligne la nécessité de renforcer la coopération régionale et internationale**

Le renforcement de la coopération régionale et internationale est nécessaire dans la lutte contre le terrorisme, un crime inadmissible dont les Nations Unies sont l'une des victimes à travers le monde. C'est l'une des positions fortes défendues le 13 mars à Rabat (Maroc) par le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. Abou Moussa, lors de la *Conférence sur la coopération en matière de contrôles aux frontières dans le Sahel et au Maghreb*. « Nos institutions doivent travailler ensemble afin de combattre efficacement ce fléau », a souligné M. Abou Moussa lors d'une session animée par l'ambassadeur Mohammed Loulichki, Représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU par ailleurs Président du Comité contre le terrorisme (CTC). Il a précisé que cette réponse collective et concertée s'impose, compte tenu notamment du fait que le terrorisme a des « ramifications qui dépassent les frontières nationales ». M. Abou Moussa a évoqué la situation insoutenable qui prévaut au Nord du Mali ainsi que l'enlèvement, en février dernier, de sept Français dans l'Extrême Nord du Cameroun par le groupe terroriste « Boko Haram ».

Dans ce contexte, le Représentant spécial du Secrétaire général a mis un accent sur l'importance des réseaux locaux, sous-régionaux et régionaux d'échanges d'informations et de données. Il a saisi cette occasion pour partager avec l'auditoire, l'expérience de l'Afrique centrale dans ce domaine. Il a ainsi insisté sur la « Déclaration sur une Feuille de route pour la lutte contre le terrorisme et la non-

prolifération des armes en Afrique centrale » adoptée lors de la 33^e Réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) tenue en décembre 2011 à Bangui en République Centrafricaine (RCA). M. Abou Moussa a indiqué que dans le cadre de la mise en œuvre de cette Déclaration, un réseau régional de coordination a été créé en décembre 2012 au cours d'un atelier, en marge de la 35^e Réunion de l'UNSAC organisée à Brazzaville (Congo).

Il a rappelé que ce réseau dispose des points focaux dans chaque pays membre de l'UNSAC ainsi que des facilitateurs thématiques pour des questions précises : douanes, immigration, contrôle aux frontières (Congo) ; blanchiment d'argent et financement du terrorisme (Groupe d'action pour le blanchiment d'argent en Afrique centrale - GABAC) ; Justice (Sao Tomé et Príncipe) ; Armes légères et de petit calibre (Burundi) ; société civile, droits de l'homme (Cameroun) ; police et sécurité (Gabon). Avant fin 2013, un atelier sera du reste organisé à Libreville sur cette dernière thématique avec le soutien des Nations Unies et des autorités gabonaises.

« L'engagement de chacun et de tous est indispensable pour combattre vigoureusement le terrorisme », a martelé M. Abou Moussa, précisant que l'UNOCA continuera à jouer son rôle dans ce chantier, y compris en développant une synergie avec les Etats et les institutions du Sahel et du Maghreb. En marge de la conférence de Rabat, il a eu plusieurs réunions

à ce sujet avec des collègues du Système des Nations Unies et des partenaires. Il a, entre autres, eu une séance de travail importante avec M. Jahangir Khan, Directeur de l'équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF), une structure mise en place en 2005 par l'ONU.

Une centaine de délégués, dont des représentants du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), de l'Office des migrations internationales (OMI), de l'Organisation internationale de la police criminelle (INTERPOL), de l'Union européenne (UE), de la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), etc. ont participé à la Conférence de Rabat.

« L'engagement de chacun et de tous est indispensable pour combattre vigoureusement le terrorisme »

Organisée par le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (CTITF/UNCCT) et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED), avec le concours du Gouvernement marocain, cette rencontre a pris fin le 15 mars. Le Représentant spécial y était accompagné par Marie Louise Tani, Conseillère politique.

LE HAUT COMMISSAIRE DU CANADA EN VISITE A UNOCA

Le 21 mars, le Haut Commissaire du Canada au Cameroun, M. Benoît-Pierre Laramée a rendu une visite de travail et de courtoisie au Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa. Les deux personnalités ont évoqué des sujets d'intérêt communs, notamment ceux liés à la situation politique et sécuritaire dans la sous-région. Ils ont convenu de maintenir des contacts pour une meilleure synergie dans les échanges d'information.

M. Anatole Ayissi et le Colonel François Ndiaye, respectivement Chef de cabinet et Conseiller militaire, ont participé à la rencontre.

Le Haut Commissariat du Canada au Cameroun couvre également le Gabon et la République Centrafricaine.



GOLFE DE GUINEE - LUTTE CONTRE LA PIRATERIE MARITIME

L'ONU réitère son soutien pour le développement d'une stratégie



Les Représentants spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, M. Said Djinnit et pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa ont participé à une réunion interministérielle sur la lutte contre la piraterie et les vols à main armée commis en mer dans la région du Golfe de Guinée, qui s'est tenue à Cotonou le 19 mars, à l'initiative de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Commission du golfe de Guinée (CGG). Dans le discours prononcé au nom de l'Organisation Nations Unies, M. Said Djinnit a salué « la célérité avec laquelle la CEEAC, la CEDEAO et la CGG, avec le concours d'organisations partenaires, telles que l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAO) et l'Organisation maritime internationale (OMI), se sont employés à poser les jalons du futur cadre stratégique intégré pour la lutte contre la piraterie et le crime organisé dans les eaux territoriales du golfe de Guinée ».

Renforcer la sûreté maritime

M. Said Djinnit a réitéré le soutien de l'ONU à ce processus, en rappelant que la montée du narco-terrorisme au Sahel et le phénomène du trafic de drogue et du crime organisé ainsi que la piraterie constituent une grande menace à la stabilité et au développement économique des États du golfe de Guinée, qui regroupe 25 pays. Il a souligné que la région est devenue l'une des zones maritimes les plus dangereuses de la planète, selon les experts.

« Afin de préserver le potentiel économique et la sécurité humaine de la zone ainsi que la stabilité de la sous-région, il importe de renforcer les capacités en matière de sûreté maritime des États de la région du golfe de Guinée. Il faut promouvoir en parallèle des mécanismes de gouvernance des importantes ressources naturelles disponibles dans cette région. Ces mécanismes doivent intégrer les préoccupations des communautés locales et les enjeux du développement humain », a recommandé M. Said Djinnit.

Le Représentant spécial a également rendu un hommage au rôle déterminant que le Président du Bénin, M. Thomas Boni Yayi, a joué dans la mobilisation de la communauté internationale pour répondre aux défis posés par le phénomène de la piraterie et du crime organisé dans les eaux du golfe de Guinée. En effet, suite à une lettre qu'il avait adressée en juillet 2011 au Secrétaire général

des Nations Unies, une mission d'évaluation sur la piraterie a été dépêchée dans la région (Benin, Nigeria, Gabon et Angola) du 7 au 24 novembre 2011. Les conclusions de cette mission ont été endossées par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa résolution 2039 (2012) du 29 février 2012, qui souligne, entre autres, la nécessité de convoquer un Sommet conjoint des États du golfe de Guinée afin d'élaborer une stratégie régionale de lutte contre la piraterie, en coopération avec l'Union africaine.

Une avancée importante

La résolution prie par ailleurs le Secrétaire général de l'ONU, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), de soutenir, dans la mesure du possible, l'organisation dudit Sommet. Depuis mai 2012, les deux Bureaux régionaux sont mobilisés, aux côtés de la CEEAC, de la CEDEAO et de la CGG, pour faciliter l'atteinte de cet objectif majeur.

La réunion de Cotonou constitue une avancée importante dans ce sens. Elle a, en effet, adopté trois documents clés qui seront soumis à l'approbation des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à l'occasion d'un sommet régional. Il s'agit du Memorandum d'Entente entre la CEEAC, la CEDEAO et la CGG sur la sûreté et la sécurité dans l'espace maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre; de la Déclaration de politique des Chefs d'Etats et de Gouvernement ainsi que du Code de conduite concernant la répression des actes de piraterie, des vols à main armée à l'encontre des navires et des activités maritimes illicites dans la région.

Initialement prévu du 17 au 18 mai à Yaoundé (Cameroun), le Sommet régional a été reporté en juin 2013.

Initialement prévu du 17 au 18 mai à Yaoundé (Cameroun), le Sommet régional sur la lutte contre la piraterie et les vols à main armée commis en mer dans la région du Golfe de Guinée a été reporté en juin 2013.

MAMADY KOUYATE : LE NOUVEAU CHEF DE LA SECTION POLITIQUE EN POSTE



Mamady Kouyaté est le nouveau Chef de la Section politique de l'UNOCA. Il est arrivé à Libreville le 1er avril en provenance de Kampala (Ouganda) où il était Chef du Bureau de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Il remplace à ce poste Paul Goa Zoumanigui, actuellement au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en RCA (BINUCA) et dont Cherno M. Jallow a assuré l'intérim pendant plus de trois mois.

Mamady Kouyaté s'est immédiatement mis au travail, multipliant des idées pour soutenir le mandat du Bureau. Il vient par ailleurs de conduire sa première mission dans la sous-région. Avec Marie-Louise Tani, Conseillère politique et Point focal UNSAC, il s'est en effet rendu à Malabo le 27 avril pour une dizaine de jours dans le cadre de la préparation de la 36e réunion ministérielle du Comité consultatif permanent de l'ONU chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) prévue en Guinée Equatoriale avant la fin de l'année.



"Implementation Cisco Unified Wireless Voice Networks"/"Implementing Cisco Unified Wireless Mobility Services" : ce sont les thèmes de la formation à laquelle Igor Ella, Assistant en Télécommunications (à droite sur la photo avec des collègues d'autres missions), a participé à Brindisi (Italie), du 8 au 19 avril. La formation a permis de renforcer ses capacités en management des réseaux informatiques et de la téléphonie via les équipements Cisco. Désormais, il est aussi mieux outillé pour proposer des services de qualité dans le domaine de la Communication Unifiée (Voix, Image, Données supportées par des équipements informatiques identiques). *Photo : UNMISS*

MANAGEMENT : DEUX COLLEGUES VENUS DE NEW YORK NOUS ONT RENDU VISITE DU 24 MARS AU 5 AVRIL

Michael Zilberg et Jennifer Pereira, deux collègues de la Division des audits des Nations Unies, étaient en mission à Libreville du 24 mars au 5 avril. Pendant deux semaines, ils ont échangé avec le personnel sur le fonctionnement quotidien de l'UNOCA et ses méthodes de management. Cette démarche était importante pour un jeune bureau, qui avait besoin d'un regard "extérieur" pour voir quels sont les domaines ou les points qui nécessiteraient des efforts supplémentaires.

Michael et Jennifer ont gardé de beaux souvenirs de l'UNOCA, où ils ont travaillé dans une belle ambiance. Ils ont aussi apprécié les différents outils et produits de communication réalisés par le Bureau, y compris UNOCA MAGAZINE.



Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception et Réalisation : Norbert N. Ouendji - Courriel : ouendji@un.org cc : pionoca@un.org
Cité de la Démocratie, Villas 55, 56, 57, B.P : 23773 Libreville, Gabon - Tél. : +(241) 05 72 23 23
Site internet : <http://unoca.unmissions.org> - twitter.com/UNOCA_NEWS



PNUD : VISITE DE COURTOISIE ET DE TRAVAIL DE LA NOUVELLE COORDINATRICE RESIDENTE



Mme Marie-Evelyne Petrus-Barry, nouvelle Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies et Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Gabon, a rendu une visite de courtoisie et de travail au Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOCA, le 10 avril. Les questions d'actualité et les sujets liés à leur mandat respectif ont meublé les échanges.

Le chef de l'UNOCA a renouvelé sa détermination à poursuivre la collaboration cordiale avec le PNUD et l'Equipe de pays en général. M. Abou Moussa a également rassuré sa collègue quant à son soutien dans l'accomplissement de ses missions au Gabon. De concert avec le gouvernement gabonais, la société civile, le secteur privé ainsi que les agences bi et multilatérales, le PNUD œuvre notamment en vue d'aider les populations locales à trouver des solutions durables aux problèmes de développement auxquels elles font face.

OMS : LE NOUVEAU REPRESENTANT A UNOCA



Le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA a reçu, le 11 mars, Dr. Boureima Sambo, nouveau Représentant résident de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au Gabon (à droite sur la photo). Il a présenté à ce dernier les activités et le mandat du Bureau en insistant sur la volonté de l'UNOCA de continuer à travailler en étroite collaboration avec toutes les agences des Nations Unies, y compris l'OMS.

Dr. Boureima Sambo a chaleureusement apprécié cette démarche. Il a remercié le Chef de l'UNOCA pour sa disponibilité à soutenir les actions de l'OMS au Gabon. Celles-ci consistent globalement à promouvoir l'atteinte du niveau de santé le plus élevé possible pour toutes les populations de ce pays, en collaborant avec le Gouvernement et les autres partenaires au développement sanitaire et en fournissant un appui technique et logistique aux programmes pays.



KOICHIRO MATSURA : L'ANCIEN DG DE L'UNESCO DECORTIQUE LES RELATIONS ENTRE LE JAPON ET L'AFRIQUE



Le 15 mars, M. Koichiro Matsuura, ancien directeur général de l'UNESCO, a donné une conférence publique sur « les relations entre le Japon et l'Afrique à travers la TICAD », à l'Institut Français de Libreville. Dans une salle archicomble et devant un public attentif (photos de droite), il a expliqué les enjeux de la 5^e Conférence de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) prévue du 1^{er} au 3 juin 2013 à Yokohama. Il a notamment rappelé que ce Forum joue un rôle important dans le renforcement de la coopération entre son pays et le continent. Il a indiqué que l'éducation, la formation et l'agriculture font partie des secteurs prioritaires ainsi que la promotion de la paix et le dialogue entre les peuples.

Attachement à la culture

Mis en place en 1993, TICAD est co-organisé par le Japon, les Nations Unies, la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Commission de l'Union africaine. M. Koichiro Matsuura a présidé le Secrétariat chargé de l'organisation de la première édition. Il était alors ministre adjoint des Affaires étrangères du Japon, un des postes qu'il a occupé avant de devenir Président du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO (1998-1999) puis Directeur général de cette institution (1999-2009). A ce titre, il a, entre autres, montré une grande disposition à œuvrer pour le développement du Centre international des civilisations bantou (CICIBA) basée à Libreville. La conférence du 15 mars a permis de noter qu'il reste attaché à ce trésor culturel dont il plaide pour la restructuration. Plusieurs personnalités y pris part, dont MM. Jean Ping, ancien président de la Commission de l'Union africaine, Alain Godonou, Directeur du Bureau Multipays UNESCO à Libreville, etc. Mme Chiho Horiuchi-Radjai, Adjointe au Chef de la mission à l'ambassade du Japon au Gabon (2e photo colonne de gauche), a assuré la modération des débats lors de la phase interactive de la rencontre.



DANIEL ET SEBASTIAN : MISSION TERMINEE, SOUVENIRS INOUBLIABLES...



Daniel Berube, Responsable de la Sécurité du 30 octobre 2011 au 30 avril 2013, s'est envolé pour le Canada pour une retraite bien méritée. Quant à Sebastian Parekkatil, Responsable du Budget et des Finances du 20 février 2011 au 30 avril 2013, il a pris la direction de l'Inde après avoir douloureusement décidé d'interrompre sa belle aventure avec l'UNOCA et les Nations Unies pour des raisons familiales.

A l'occasion de leur départ, la salle de conférence du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) les a accueillis au cours d'une cérémonie qui a permis à Sebastian de montrer, une fois de plus, ses talents de chanteur lorsque, à la demande des collègues, il a fredonné un air hindou. Une prestation remarquable rythmée par des applaudissements.

La fête était riche non seulement en sons mais aussi en témoignages. Le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA leur a rendu hommage pour leurs contributions significatives à la mise en œuvre du mandat du Bureau dont il a la charge. M. Abou Moussa a indiqué que chacun, dans son domaine de compétence, a su être à la hauteur des défis. Il a révélé que Daniel et Sebastian sont allés au-delà des attentes, en effectuant très souvent des tâches non prévues par leurs termes de référence.

Dans le même sillage, M. Vasyi Sydorenko, Chef d'appui à la mission, a salué les qualités professionnelles et humaines des deux collègues dont il assurait la supervision directe. Le Chef de l'UNOCA leur a logiquement remis un certificat en reconnaissance de ces qualités. Un document précieux, qui fait partie des souvenirs inoubliables qu'ils gardent de Libreville et des Nations Unies. Dans leurs témoignages pleins d'émotion, Daniel et Sebastian ont apprécié cette surprise agréable ainsi que le gigantesque buffet autour duquel le personnel s'est réuni pour leur dire au revoir et... à bientôt.

A bientôt donc, chers Cousins, comme les appelaient amicalement certains collègues, qui ressentent déjà le vide qu'ils ont laissé.





8 MARS 2013 : UNOCA AU FEMININ

Les femmes en service à l'UNOCA étaient à l'honneur le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Celle-ci s'est déroulée autour d'un buffet qui a réuni tout le personnel à la villa 57 abritant les services administratifs. Au nom des femmes de l'UNOCA, Aline Djeneba Kone, Assistante du Chef de Cabinet, a remercié les collègues hommes pour cette initiative, qui a été ponctuée par une séance de causerie sur les questions liées au genre. Tous ont unanimement condamné les violences faites aux femmes et plaidé pour une plus grande prise en compte de ces dernières dans la gestion des affaires publiques.

Sécurité et liberté

Lors de la réunion du personnel qui avait précédé cette cérémonie, le message du Secrétaire général de l'ONU avait été lu par son Représentant spécial pour l'Afrique centrale. Dans ce message, M. Ban Ki-moon, lance notamment un appel afin que les uns et les autres œuvrent pour « offrir aux femmes et aux filles la sécurité et la liberté qu'elles méritent ».

